

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 19 FÉVRIER 2024**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 24/112</b>  <b>AVENANT N°5 AU 63RL09 - MISE A DISPOSITION, POSE, ENTRETIEN, MAINTENANCE ET EXPLOITATION D'ABRIS VOYAGEURS PUBLICITAIRES POUR LES BESOINS DU RESEAU MISTRAL - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

**ABSENT :**

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 24/112**

**BUREAU DU 19 FÉVRIER 2024**

**O B J E T : AVENANT N°5 AU 63RL09 - MISE A DISPOSITION,  
POSE, ENTRETIEN, MAINTENANCE ET EXPLOITATION  
D'ABRIS VOYAGEURS PUBLICITAIRES POUR LES  
BESOINS DU RESEAU MISTRAL - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le marché n°63RL09 relatif à la mise à disposition, la pose, l'entretien, la maintenance et l'exploitation d'abris voyageurs publicitaires pour les besoins du Réseau Mistral de la CA TPM, notifié le 8 avril 2009 à JC DECAUX, pour un montant de redevance prévisionnelle de 4 200 000 € HT,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'article R2194-5 du Code de la Commande Publique, indiquant qu'un marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir,

**VU** l'avenant n°1 du 08 octobre 2012 ayant eu pour objet de préciser l'engagement de la Métropole Toulon Provence Méditerranée par rapport au nombre d'abris implantés et de redéfinir en conséquence la redevance des 3 premières années d'exécution ainsi que des années à venir. Le montant brut est ainsi porté d'un tarif forfaitaire annuel à un montant journalier d'exploitation (2,46€ /jour/abris bus),

**VU** l'avenant n°2 du 11 juin 2014 ayant eu pour objet le remplacement de l'indice de révision, ainsi que la mise en place de Panneau d'Information Voyageurs (PIV), les modalités d'intervention de la société JCDecaux France, et le montant de la dépense inhérente à charge de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** l'avenant n°3 du 7 avril 2021 ayant eu pour objet la prolongation de 510 jours du contrat soit jusqu'au 31 août 2022, ainsi que la modification du délai de dépose des abris bus qui est passé de 4 à 6 mois,

**VU** l'avenant n°4 du 21 juin 2022 ayant eu pour objet de porter la dépose du mobilier initialement prévue du 1er mars 2022 pour se terminer au 31 août 2022, à la nouvelle période du 1er mars 2024 au 31 août 2024,

**VU** le projet d'avenant n°5 ci-annexé,

**VU** l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres en date du 30/01/2024,

**CONSIDERANT** que la procédure de relance de ce marché a été contestée devant le Tribunal Administratif de TOULON, dont l'ordonnance a été elle-même contestée devant le Conseil d'Etat ; la prolongation était nécessaire afin d'assurer la continuité du service,

**CONSIDERANT** que par un arrêt en date du 7 février 2023, le Conseil d'Etat a confirmé l'annulation de la procédure,

**CONSIDERANT** que compte tenu des motifs de l'annulation et après analyse de son impact sur la définition de ses besoins et les modalités à arrêter pour y répondre, la Métropole a décidé de déclarer sans suite, pour motif d'intérêt général, l'intégralité de la procédure,

**CONSIDERANT** que la Métropole a parallèlement engagé l'établissement d'un nouveau contrat pour répondre à ses besoins, consistant non plus en un marché de prestations de services et fournitures mais en une concession de services dont la consultation des entreprises est en cours de préparation,

**CONSIDERANT** que compte tenu :

- Des délais de fabrication des nouveaux mobiliers,
- Des délais d'instruction administrative nécessaires (en particulier pour ceux des mobiliers se situant en zone de co-visibilité de monuments historiques)
- De la durée de chaque chantier à réaliser,
- De la nécessité d'assurer l'égalité de traitement des candidats à ce nouveau contrat avec des délais de préparation, fabrication et poses en lien avec le choix d'un nouveau type de mobilier,

Il s'avère que les délais de la période de démontage fixés dans l'avenant 4 ne pourront pas être en cohérence avec les délais effectifs de remplacement progressif de 400 mobiliers,

**CONSIDERANT** que la période de dépose du mobilier existant devra donc s'articuler avec la réalité du calendrier détaillé d'exécution du nouveau contrat, pour pallier tout risque d'absence de continuité du service pour les usagers,

**CONSIDERANT** que la prolongation du contrat actuel permettra à la Métropole, dans le respect des dispositions légales et réglementaires, d'attribuer la procédure de mise en concurrence permettant de désigner le titulaire de la procédure de fourniture et de la pose d'abris bus publicitaires,

**CONSIDERANT** que le contrat doit être prolongé du 31 août 2024 au 31 janvier 2025,

**CONSIDERANT** qu'à compter du 31 août 2024, le titulaire s'engage à retirer toutes les publicités apposées sur le mobilier urbain et qu'en contrepartie, la Métropole ne percevra aucune redevance à compter de cette date,

**CONSIDERANT** que le titulaire continue durant cette période à assurer l'entretien et les réparations telles que prévus initialement,

**CONSIDERANT** que le montant de redevance versée à la Métropole entre la date de début des opérations de démontage fixée par l'avenant 4 au 1er mars 2024 et la nouvelle date de démarrage des opérations de démontage au 1er septembre 2024 est évalué à 87 500.00 euros,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

## **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur Le Président à signer l'avenant n°5 annexé au marché 63RL09 avec JC DECAUX, ainsi que tous les actes nécessaires à son exécution.

## **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les recettes seront imputées au budget annexe Transports 2024, chapitre 75.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

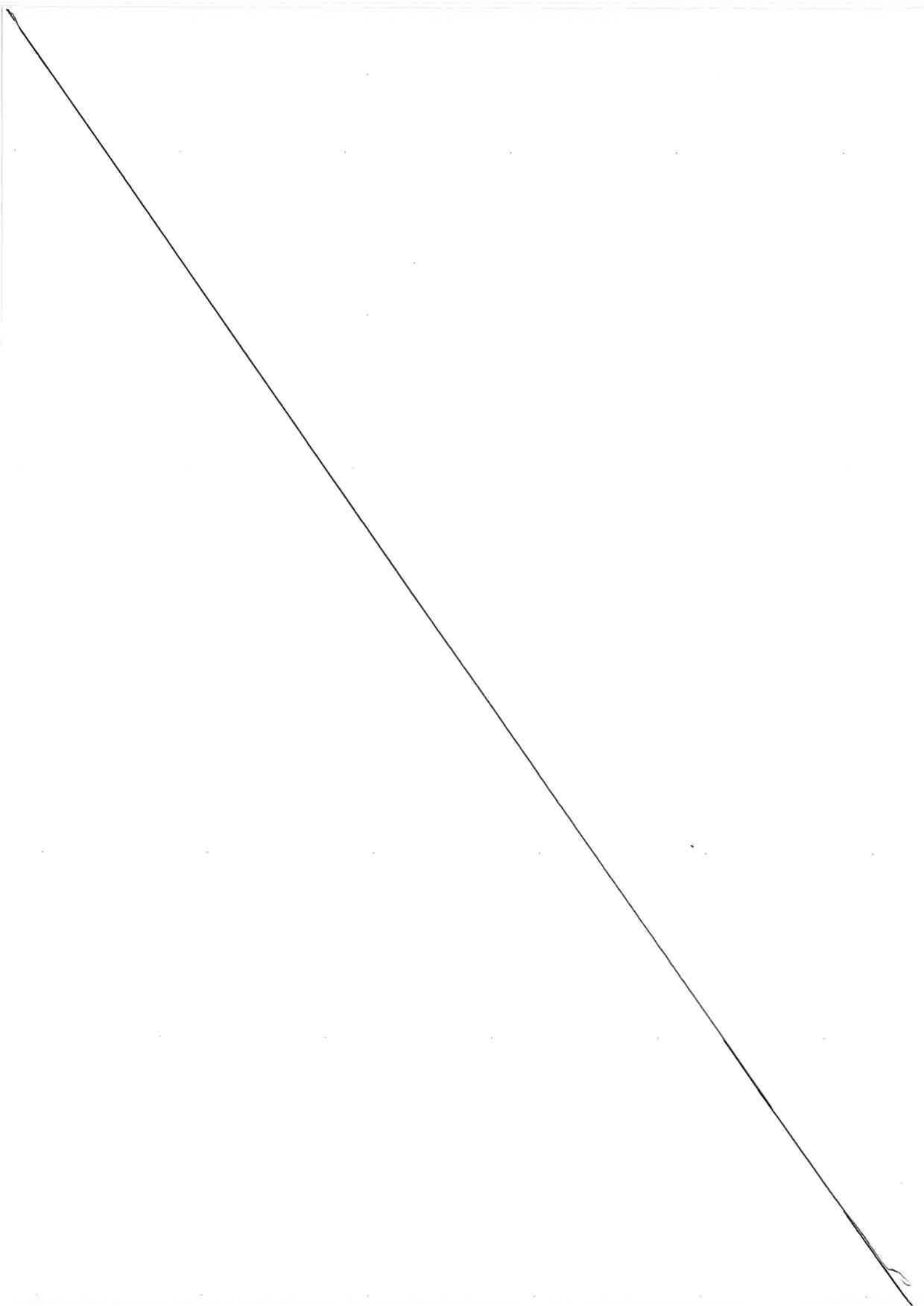
Fait à Toulon, le 19 février 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0







**Métropole Toulon Provence Méditerranée**

---

**AVENANT n° 5 AU MARCHE n°63RL09-09362**

**Mise à disposition, pose, entretien, maintenance et  
exploitation d'abris voyageurs publicitaires pour les  
besoins du Réseau Mistral**

---

**ENTRE**

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, représentée par son Président en exercice, dûment habilité,

Ci-après, dénommée, « la Métropole », d'une part

**ET**

La Société JC Decaux France, société par actions simplifiée immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le n°622 044 501, dont le siège social est à Neuilly-sur-Seine (92200), 17 rue Soyer, représentée par Madame Ludivine MENCEUR, Directeur Droit Public et Appels d'Offres, dûment habilitée, faisant éléction de domicile en cette qualité audit siège.

Ci-après, dénommée « la Titulaire », d'autre part.

Ensemble, « les Parties »



## SOMMAIRE

PREAMBULE .....	4
1. OBJET DE L'AVENANT .....	6
2. PROLONGATION DE LA DUREE DU CONTRAT .....	6
3. DELAI DE DEPOSE DU MOBILIER URBAIN .....	6
4. PORTÉE DE L'AVENANT ET IMPACT FINANCIER .....	6
5. PRÉVENTION ET REGLEMENT DES LITIGES .....	6
6. ENTREE EN VIGUEUR .....	6

## PREAMBULE

Le 08 avril 2009, la Communauté d'Agglomération Toulon-Provence-Méditerranée, devenue depuis le 1er janvier 2018 la Métropole Toulon Provence Méditerranée, et la société JCDecaux France ont conclu un marché public ayant pour objet la mise à disposition, la pose, l'entretien, la maintenance et l'exploitation d'abris voyageurs publicitaires pour les besoins du Réseau Mistral. Le Contrat a été signé pour une durée de 12 ans. Il a pris effet le 08 avril 2009.

Le principe d'adaptation du service a conduit à faire évoluer le Contrat pour optimiser et assurer la bonne gestion du service.

Quatre avenants au Contrat ont été conclus le 08 octobre 2012, le 11 juin 2014, le 7 avril 2021 et le 21 juin 2022.

L'avenant 1 du 08/10/2012 a eu pour objet de préciser l'engagement de la Métropole Toulon Provence Méditerranée par rapport au nombre d'abris implantés et de redéfinir en conséquence la redevance des 3 premières années d'exécution ainsi que des années à venir. Le montant brut est ainsi porté d'un tarif forfaitaire annuel à un montant journalier d'exploitation (2,46€ /jour/abris bus).

L'avenant 2 du 11/06/2014 a pour objet le remplacement de l'indice de révision, ainsi que la mise en place de Panneau d'information voyageurs (PIV), les modalités d'intervention de la société JCDecaux France, et le montant de la dépense inhérente à charge de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'Avenant 3 du 07/04/2021 a eu pour objet la prolongation de 510 jours du contrat soit jusqu'au 31 aout 2022, ainsi que la modification du délai de dépose des abribus qui est passé de 4 à 6 mois.

L'Avenant 4 du 21/06/2022 a eu pour objet de porter la dépose du mobilier initialement prévue du 1er mars 2022 pour se terminer au 31 août 2022, à la nouvelle période du 1er mars 2024 au 31 août 2024, sauf résiliation anticipée qui n'a pas été notifiée. En effet, la procédure de relance de ce marché ayant été contestée devant le TA de TOULON, dont l'ordonnance a été elle-même contestée devant le Conseil d'Etat ; la prolongation était nécessaire afin d'assurer la continuité du service.

Par arrêt en date du 7 février 2023 (req. n° 461935), le Conseil d'Etat a confirmé l'annulation de la procédure. Compte tenu des motifs de l'annulation et après analyse de son impact sur la définition de ses besoins et les modalités à arrêter pour y répondre, la Métropole a décidé de déclarer sans suite pour motif d'intérêt général l'intégralité de la procédure, selon avis adressé au BOAMP et au JOUE le 17 avril 2023.

La Métropole a parallèlement engagé l'établissement d'un nouveau contrat pour répondre à ses besoins, consistant non plus en un marché de prestations de services et fournitures comme celui qu'elle avait engagé et dont la procédure d'attribution a été annulée par le Conseil d'Etat, mais l'établissement d'une concession de services dont la consultation des entreprises est en cours de préparation.

Le rétroplanning de cette procédure est le suivant

Lancement de la consultation	Janvier 2024
Phase de négociation	Février 2024
Remise des offres finales	Mars 2024
Choix du <b>concessionnaire</b>	Avril 2024
Notification	Fin avril 2024

Ce planning est donné à titre purement indicatif et ne saurait engager la Collectivité.

Compte tenu :

- des délais de fabrication des nouveaux mobiliers,
- des délais d'instruction administrative nécessaires (en particulier pour ceux des mobiliers se situant en zone de co-visibilité de monuments historiques)
- de la durée de chaque chantier à réaliser,
- et de la nécessité d'assurer l'égalité de traitement des candidats à ce nouveau contrat avec des délais de préparation, fabrication et poses en lien avec le choix d'un nouveau type de mobilier,

il s'avère que les délais de la période de démontage fixés dans l'avenant 4 ne pourront pas être en cohérence avec les délais effectifs de remplacement progressif de 400 mobiliers.

La période de dépose du mobilier existant devra donc s'articuler avec la réalité du calendrier détaillé d'exécution du nouveau contrat, pour pallier tout risque d'absence de continuité du service pour les usagers.

Les Parties conviennent par conséquent de conclure le présent avenant n°5 au Contrat (ci-après, « **l'Avenant 5** »).

\*\*\*\*\*

**1. OBJET DE L'AVENANT**

L'Avenant n°5 a pour objet de prolonger la durée du contrat et de fixer les modalités de cette prolongation.

**2. PROLONGATION DE LA DUREE DU CONTRAT**

Cette prolongation, compte tenu des circonstances indépendantes de la volonté de la Métropole, correspond à une période strictement nécessaire pour faire face aux conséquences du contentieux et de couvrir l'intégralité de la période nécessaire pour attribuer la nouvelle concession, sans qu'il n'y ait de rupture de la prestation de service et permettre ainsi le maintien des abris bus publicitaires sur le territoire de la Métropole.

Le contrat est prolongé du 31 août 2024 au 31 janvier 2025.

**3. DELAI DE DEPOSE DU MOBILIER URBAIN**

La dépose débutera à compter du 1er septembre 2024 pour se terminer au plus tard le 31 janvier 2025, selon un calendrier détaillé d'exécution des opérations de dépose qui sera notifié par ordre de service par la Métropole, en coordination avec l'attributaire de la nouvelle concession et le titulaire actuel du marché.

**4. PORTÉE DE L'AVENANT ET IMPACT FINANCIER**

Les stipulations de l'Avenant n°5 se substituent en tant que de besoin à celles contraires contenues, le cas échéant, dans le Contrat et ses annexes, tels qu'ils ont été modifiés par les avenants antérieurs à l'Avenant n°5. Les autres articles et annexes ainsi que les conditions initiales du Contrat restent inchangées.

A compter du 31 août 2024, le Titulaire s'engage à retirer toutes les publicités apposées sur le mobilier urbain. En contrepartie, la Métropole ne percevra aucune redevance à compter de cette date.

Le titulaire continue durant cette période à assurer l'entretien et les réparations telles que prévus initialement.

Le montant de redevance versée à la Métropole entre la date de début des opérations de démontage fixée par l'avenant 4 au 1er mars 2024 et la nouvelle date de démarrage des opérations de démontage au 1er septembre 2024 est évalué à 87 500.00 euros.

**5. PRÉVENTION ET REGLEMENT DES LITIGES**

Tout litige entre les Parties qui pourrait survenir à l'occasion de l'exécution de l'Avenant n°5 est réglé dans les mêmes conditions que celles prévues pour le Contrat.

**6. ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent avenant prendra effet à compter de sa notification au titulaire.

Le .....

En deux exemplaires originaux

Pour la Métropole  
Le Président de la Métropole TOULON  
PROVENCE MEDITERRANEE  
Claude WEISSE DGA Finances et Moyens

Pour le Titulaire  
Le Directeur Droit Public et Appels d'Offres  
Ludivine MENCEUR.....

JCD de France  
Siège Social : 10, rue du 30er  
92500 Boulogne-Billancourt  
Tél. 01 47 32 30 70